

LE PAM ET LE HCR DERRIÈRE LE BLOCUS DE L'AIDE HUMANITAIRE

La disette aux portes des camps sahraouis

Les conditions de vie dans les camps de réfugiés sahraouis se sont dégradées dangereusement depuis plusieurs mois. Selon le président du Croissant-Rouge sahraoui, cette situation est à mettre sur le compte du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) qui ont décidé de réduire l'aide humanitaire destinée aux populations sahraouies.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -

«Nous sommes à la mi-janvier et les familles de réfugiés n'ont toujours pas reçu les vivres qui leur sont destinés. Habituellement, cette opération se déroule le 1^{er} de chaque mois, mais nous n'avons plus rien à leur offrir depuis plusieurs semaines car le stock de sécurité est épuisé. L'urgence nous impose de lancer un nouvel appel à l'aide internationale, c'est le troisième en l'espace de quelques mois», explique-t-elle avec dépit le président du Croissant-Rouge sahraoui, qui a animé hier une conférence de presse au Centre culturel sahraoui d'Alger. «Nous n'avons, fort heureusement, enregistré aucun décès à l'heure actuelle mais la situation

pourrait se dégrader très rapidement. Les femmes enceintes et les enfants seront les premières victimes. Le pire est à craindre dans les prochains jours», a-t-il ajouté. Pour Yahia Bouhoubini, le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont seuls responsables de cette situation. «Ces deux agences onusiennes, dont le rôle est de protéger et d'assister les réfugiés, ont décidé, en août 2005, de réduire l'aide alimentaire de 43%. Le PAM et le HCR considèrent que les dons de vivres suffisent à 90 000 réfugiés, alors que la population des camps est de 158 000». Bouhoubini a tenu à signaler que cette décision de réduire l'aide



humanitaire a surpris le gouvernement sahraoui. «En fait, nous ne nous attendions pas à un tel revirement car ces mêmes agences avaient commandé, auprès d'un institut italien, une étude nutritionnelle dans les camps sahraouis. Le rapport, qui a été remis en juillet 2005, a démontré que 66% des femmes en âge de procréer et 68% des enfants de moins de 6 ans sont

atteints d'anémie et que la malnutrition touche 35% des enfants scolarisés. Il a également été constaté que le panier alimentaire est très pauvre. Si l'on se réfère aux recommandations de ce rapport, les dons humanitaires auraient dû augmenter pour pallier les carences. Mais les agences, qui ont financé cette étude, ont pris la décision inverse au mois d'août de la même année», a sou-

ligné le président du CRS en laissant entendre que la réaction inattendue du PAM et du HCR est dictée par des «raisons autres que techniques».

Il s'avère en effet que le roi du Maroc avait abordé la question de l'aide humanitaire dans les camps sahraouis — une première depuis le début de ce conflit — deux jours seulement avant la décision des deux agences. «Je n'ai pas

de preuves concrètes à présenter mais je considère que c'est plus qu'une simple coïncidence.» A partir de cette date, la situation sanitaire n'a cessé de se détériorer. Elle a atteint son paroxysme depuis la liquidation du stock de sécurité de trois mois qui a été décidée dernièrement par le PAM dans le but de «renouveler les marchandises». «Aujourd'hui, ce stock de sécurité est totalement épuisé. L'Union européenne a accordé un don de 3 millions d'euros pour le réapprovisionnement mais le PAM, qui est chargé de cette mission, n'a toujours rien fait», dira Bouhoubini en précisant que les représentants du gouvernement sahraoui à New York et à Bruxelles sont intervenus auprès des instances onusiennes et européennes pour tenter de lever ce blocus. Un blocus qui semble être provoqué à dessein afin de mettre à mal la cohésion sociale dans les camps de réfugiés.

T. H.

LES MARIANNE DE LA DIVERSITE

Charte pour un droit de cité à la France plurielle

Elles sont de toutes origines, de tous âges, de toutes conditions socioprofessionnelles, mais aussi de droite comme de gauche, et elles ont toutes en commun un engagement : mener un même combat, celui de la parité et de la diversité en politique en France. C'est ce combat qui les a amenées à créer, il y a moins d'un an, l'association «Les Marianne de la diversité», présentée il y a deux jours à la presse par Fadila Mehal, la présidente de l'association, ancienne conseillère de Jean-Louis Borloo et membre du Conseil économique et social. Elle était entourée des membres de son bureau qui ont, tour à tour, expliqué leur engagement.

La montée de l'extrême droite aux dernières élections présidentielles, les événements en banlieues et la pléthore de discours produits alors par les uns et les autres sur les femmes battues, violées, excisées, qui constituent certes une réalité mais pas l'unique alors que les mêmes femmes observaient un silence insupportable, ont amené, explique la présidente, un groupe de femmes de divers courants politiques à réagir et à décider de prendre part au débat, et plus encore, à peser sur ce débat. Les Marianne de la diversité sont nées de «la volonté de femmes et d'hommes engagés dans une communauté de destin de donner à chacun la place qu'il mérite dans la représentation nationale

pour qu'il participe activement au renouvellement de nos élites et à la rénovation de notre démocratie». Aujourd'hui en France, le moins que l'on puisse dire est que la représentation nationale, à tous les niveaux, dans toutes les institutions, est loin de refléter sa composante sociale, tant en termes de nombre de femmes que de leurs origines. Il y a donc urgence à agir sur cette réalité, la transformer et faire en sorte que la diversité sociale, du genre et de l'origine de la France soit mieux prise en compte notamment en «élargissant les bases de recrutement des militants, des responsables, des candidats et des élus. Il y a donc urgence au renouvellement politique, car dit encore l'association, le système est bloqué aujourd'hui en France et la classe politique fonctionne sur la longévité. Elle ne permet ni aux femmes, ni à ceux et celles issus de l'immigration, même s'ils sont français, nés en France, d'être promus à la représentation politique ou plus largement à des postes de grande responsabilité et pas seulement confinés aux questions d'intégration... L'identité n'étant pas une compétence, les Marianne de la diversité ne cherchent à obtenir aucun passe-droit mais travaillent à rendre plus visibles les réussites et axer davantage sur les identifications positives et sortir du registre de la victimisation. L'association, qui met particulièrement l'accent sur son caractère laïque et républicain, ne veut pas non plus constituer un lobby ni pour les

Maghrébins, en force dans l'association, ni pour les autres origines, qui sont diverses et variées. Même si elle n'a que quelques mois d'existence, l'association qui a ouvert, à ce jour, huit antennes régionales pour pouvoir essaimer sur tout le pays, s'est d'ores et déjà fortement impliquée pour une inscrip-

tion massive sur les listes électorales. «Aux urnes d'accord, parité et diversité d'abord», c'est le titre d'une motion qu'elle fait circuler (www.lesmariannedeladiversite.org) et dont tous les points de revendications participent à rendre, par le soutien et l'engagement de chaque respon-

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

sable politique, «plus visibles et surtout plus irréversibles la diversité et la parité en France». De nombreuses personnalités du monde politique, journalistique, culturel ou économique prairont «les Marianne de la diversité».

K. B.-A.

Sans surprise, Sarkozy désigné candidat de l'UMP

Sans surprise aucune et comme nous l'annoncions dans notre édition de samedi, le congrès de l'UMP, réuni hier à Paris, a entériné le vote des 335 000 adhérents dont 69 % se sont exprimés à 98,1 % (selon le chiffre donné par ce parti) en faveur de Nicolas Sarkozy, candidat unique de l'UMP aux élections présidentielles de avril/mai prochains.

Donner une image positive et d'ouverture : c'est la consigne livrée par le désormais candidat officiel de l'UMP aux près de 80 000 participants à cette journée d'investiture. La consigne s'imposait et consistait, pour Sarkozy, à éviter à ceux qui l'ont plébiscité, de siffler Dominique de Villepin.

Ce dernier, qui a fait, en compagnie de Debré (proche lui aussi de Chirac) un passage dans la salle, qui n'a duré que 35mn, est reparti très discrètement, sans aucune déclaration. Le Premier ministre avait par contre signifié à la veille de ce sacre qu'il s'y rendrait mais qu'il n'était pas question de rallier Sarkozy, tant que Chirac ne s'est pas exprimé. Le président Chirac qui aurait été sollicité par Sarkozy pour l'envoi d'un message de sympathie au congrès d'hier n'a évidemment rien fait, ce qui entache naturellement l'impression d'union de toute l'UMP sur la candidature du ministre de l'Intérieur que voulait propager le can-

didat. Autre fausse note, la démission avec grand éclat, au moment même de la tenue du congrès, du député UMP de l'Yverres (Essones) qui a décidé de claquer la porte de son parti mais de se maintenir candidat indépendant. Pendant que Sarkozy prononçait son discours, des sursourires se sont fait entendre en se massant devant le QG de campagne de Sarkozy et ont finalement été évacués par la police.

Le candidat Sarkozy a prononcé hier son discours-programme sur lequel nous aurons à revenir, mais d'ores et déjà la guerre est ouverte et la cible est désignée : Ségolène Royal, la candidate PS contre laquelle tous les coups vont être tirés et qui a été qualifiée hier de «Mitterrand en tailleur blanc».

Dès aujourd'hui (lundi), le QG de campagne sera ouvert dans le dixième arrondissement de Paris, un quartier populaire pour le symbole. Et pour le symbole aussi, dans l'équipe de campagne un nom à forte résonance arabe : Rachida Dati, son actuelle conseillère à l'immigration et à l'intégration au ministère de l'Intérieur. Et pour boucler la boucle, un site Internet du candidat, qui a ouvert hier et qui émet en français, anglais, chinois et...

K. B.-A.